

Rapport du Conseil d'administration de Centerpulse AG sur l'offre publique d'achat de Zimmer, selon l'article 29 de la loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières et les articles 29 à 32 de l'ordonnance de la Commission sur les offres publiques d'acquisition (OPA)

1. Rappel des faits

Le 20 mars 2003, Smith & Nephew et Centerpulse AG (« Centerpulse ») annoncèrent qu'elles étaient convenues dans un accord de regroupement (« Accord de regroupement ») des modalités d'une offre publique d'achat et d'échange. Le 16 avril 2003, le Conseil d'administration de Centerpulse (« Conseil ») recommanda l'acceptation de l'offre de Smith & Nephew plc (« Smith & Nephew »). Le 25 avril 2003, Smith & Nephew émit une offre pour toutes les actions de Centerpulse que Smith & Nephew ne détenait pas encore (« Offre de Smith & Nephew »).

Le 20 mai 2003, Zimmer Holdings, Inc. (« Zimmer ») a publié l'annonce préalable d'une offre publique d'achat concurrente pour toutes les actions existantes de Centerpulse. Zimmer a publié l'offre publique d'achat concurrente le 19 juin 2003 (« Offre de Zimmer »). D'après le calendrier publié par la Commission des OPA Smith & Nephew peut augmenter son offre jusqu'au 18 août 2003. Un troisième offrant devrait publier son offre au plus tard le 31 juillet 2003. Cette offre ne pourrait être sujette à aucune condition autre que son acceptation.

Le droit suisse des offres publiques d'acquisition prévoit que le rapport du Conseil d'administration doit être publié au plus tard le quinzième jour de bourse qui suit la publication d'une offre. Le rapport est dès lors publié aujourd'hui, bien que toutes les circonstances pertinentes pour l'évaluation finale des offres ne soient pas encore connues.

2. Recommandations du Conseil

Le Conseil, avec la direction générale, a analysé à nouveau les perspectives à court et long terme de Centerpulse en tant qu'entreprise indépendante. Il a évalué avec soin, au vu de la position occupée par Centerpulse dans certains marchés-clés, les avantages qui pourraient résulter d'une alliance avec un partenaire stratégique, particulièrement avec l'un des enchérisseurs. Le Conseil a nommé un expert indépendant afin d'évaluer les conséquences stratégiques des deux offres du point de vue de tous les intéressés. Par ailleurs, le Conseil a évalué les aspects financiers des offres avec ses conseils stratégiques et financiers. En outre, et avec les réviseurs externes de Centerpulse et ses conseils juridiques, le Conseil a conduit un audit de Zimmer aussi étendu et détaillé que celui fait au sujet de Smith & Nephew.

Le Conseil a examiné l'Offre de Zimmer, l'a comparée à celle de Smith & Nephew et, sur la base de son analyse et après avoir consulté ses conseils, a conclu que la jonction des forces, soit avec Smith & Nephew, soit avec Zimmer, serait dans l'intérêt de Centerpulse, de ses clients, employés et actionnaires. Partant, le Conseil a décidé que l'offre de l'enchérisseur qui constituera la valeur la plus élevée pour les actionnaires de Centerpulse serait recommandée, ceci dès que cette valeur pourra être suffisamment établie. Cela n'est actuellement pas le cas, car :

- les offres diffèrent considérablement sur des conditions auxquelles elles sont sujettes,
- la valeur des prestations offertes tant par Zimmer que par Smith & Nephew est sujette à fluctuation en raison des variations de cours des actions et des devises, et
- il est possible que l'une ou l'autre des offres, voire les deux, soient augmentées.

Par conséquent, la recommandation finale sera faite et publiée à un stade ultérieur. Le Conseil, dans l'intérêt de Centerpulse, conformément à son rôle et dans le cadre des limites imparties par la procédure d'offre publique d'acquisition, s'efforcera de se faire remettre les offres finales aussi vite que possible, afin de pouvoir fournir aux actionnaires, employés et clients de Centerpulse clarté sur l'avenir de Centerpulse.

3. Conflits d'intérêts potentiels des membres du Conseil et de la direction et mesures de précaution

L'Accord de regroupement prévoit que le Dr. Max Link, CEO et Président du Conseil, et Monsieur René Braginsky, membre du Conseil, seront proposés comme membres du Conseil d'administration de Smith & Nephew Group plc après le regroupement et que des mandats provisoires seront conclus entre trois autres membres du Conseil et Smith & Nephew. Les modalités et les conditions de ces mandats n'ont pas encore été définies. Il n'y a aucun accord de ce type avec Zimmer. Cependant, l'Offre de Zimmer prévoit qu'il sera demandé à chaque membre du Conseil de faire certaines déclarations sur la manière dont les affaires de Centerpulse devront être menées jusqu'à ce que de nouveaux membres du Conseil, proposés par Zimmer et élus lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires, entrent en fonction. Aucune déclaration de ce type n'a été faite par les membres du Conseil en date du présent rapport.

Les membres du Conseil, à l'exception du Dr. Max Link, n'ont droit à aucune indemnité spéciale de licenciement. La moitié de la compensation ordinaire pour les membres du Conseil est payable après les 6 premiers mois de cette année, le paiement de la seconde moitié étant prévu pour décembre 2003.

René Braginsky est actionnaire, délégué du Conseil d'administration et CEO d'InCentive Capital AG, un actionnaire important de Centerpulse (voir ci-dessous). En sa qualité d'actionnaire d'InCentive Capital AG, René Braginsky, en compagnie d'autres actionnaires d'InCentive Capital AG, a conclu un accord avec Smith & Nephew et Smith & Nephew Group plc selon lequel Smith & Nephew et Smith & Nephew Group plc s'engageaient à faire une offre publique d'achat et d'échange pour toutes les actions d'InCentive Capital AG; en contrepartie, les actionnaires respectifs d'InCentive Capital AG s'engageaient irrévocablement à céder les actions qu'ils détiennent dans InCentive Capital AG. Les actionnaires principaux d'InCentive Capital AG avaient déjà cédé leurs actions à Smith & Nephew Group plc le 20 mai 2003, date à laquelle l'annonce préalable de l'Offre de Zimmer fut faite. La Commission des OPA ayant entre-temps refusé d'admettre ces offres irrévocables, Smith & Nephew Group plc et InCentive Capital AG, ont porté l'affaire devant la Commission fédérale des banques.

L'Accord de regroupement entre Centerpulse et Smith & Nephew prévoit que toutes les options existantes sur les actions de Centerpulse, qui font partie du plan de participation des employés, doivent être remplacées par des options sur les actions de Smith & Nephew Group plc. Tous les membres de la direction générale, de même que trois membres du Conseil (Dr. Max Link, Larry L. Mathis et Prof. Dr. Steffen Gay) détiennent des options qui devraient être remplacées par des options sur des actions de Smith & Nephew Group plc dès l'acceptation de l'offre. De plus, l'accord de regroupement contient l'obligation générale pour Smith & Nephew Group plc de faire de son mieux pour offrir à la direction générale de Centerpulse des postes convenables. A ce jour, il n'y a aucun accord de ce type avec Zimmer. L'accord de regroupement avec Smith & Nephew contient une clause selon laquelle Centerpulse doit payer à Smith & Nephew Group plc la somme de CHF 20 millions dans l'hypothèse où le regroupement ne devrait pas avoir lieu avec Smith & Nephew Group plc mais avec un enchérisseur concurrent tel que, par exemple, Zimmer.

Mis à part les accords susmentionnés, le Conseil n'a pas connaissance d'accords ou d'autres liens avec Smith & Nephew Group plc ou Zimmer qui pourraient constituer un conflit d'intérêts avec certains de ses membres ou des membres de la direction générale.

Les contrats de travail des membres suivants de la direction générale contiennent certaines dispositions prévoyant des indemnités de licenciement (plus le paiement des charges sociales y relatives) au cas où il devrait être mis fin aux rapports de travail dans les 12 mois suivant un changement de contrôle, soit par Centerpulse, et, à condition toutefois que sa position se soit notablement détériorée, soit par l'employé: Mike McCormick (USD 1'260'000), David Floyd (USD 1'530'000), Richard Fritschi (CHF 1'650'375), Steven Hanson (USD 1'354'500), Urs Kamber (CHF 1'850'370), Matthias Mölleney (CHF 1'525'140), Hans-Rüdolph Schürch (CHF 917'955), Christian Stambach (CHF 1'332'000), Beatrice Tschanz (CHF 1'526'250) et le Dr. Thomas Zehnder (CHF 1'600'800). Le Dr. Max Link a le droit de mettre fin à son contrat de travail

en qualité de CEO en cas de changement de contrôle. L'indemnité qui lui est due est de CHF 4'950'000.-, plus le paiement des charges sociales y relatives. Le Conseil a octroyé aux membres de la direction générale, ainsi qu'au Dr. Max Link, des boni pour leur travail durant la première moitié de l'année 2003. Le montant de ces paiements est égal à la moitié des boni ayant été versés l'année précédente (à l'exclusion des boni extraordinaires).

A l'exception des points mentionnés ci-dessus, le Conseil n'a pas connaissance des effets financiers possibles des offres de Smith & Nephew Group plc ou de Zimmer sur des membres du Conseil ou sur la direction générale pouvant constituer un conflit d'intérêts pour les membres du Conseil ou de la direction générale.

Tandis qu'en raison du conflit d'intérêts mentionné ci-dessus, M. René Braginsky s'est abstenu de participer aux discussions et aux votes relatifs à l'évaluation des offres et au présent rapport, le Dr. Max Link a, sur la base d'une décision du Conseil, mené les négociations qui se sont déroulées jusqu'à ce jour et participé aux discussions et votes relatifs à cette recommandation. Aucune mesure supplémentaire suivant la recommandation du Conseil datée du 16 avril 2003 ne se justifiait, de sorte que le Dr. Max Link soutient pleinement la décision du Conseil de recommander l'offre la plus avantageuse à une date ultérieure. De plus, le Conseil envisage de demander un rapport d'équité supplémentaire circonstancié en temps utile.

4. Les intentions des actionnaires détenant plus de 5% des droits de vote

InCentive Capital AG détient 18,9 % des actions de Centerpulse (tel qu'annoncé en date du 7 juillet 2003) directement ou indirectement au travers sa filiale InCentive Jersey Ltd qu'elle détient à 100 %. InCentive Capital AG est partie au Accord susmentionné avec Smith & Nephew et Smith & Nephew Group plc concernant l'offre publique d'achat à l'ensemble des actionnaires d'InCentive Capital AG; tel que cela a été mentionné, la validité de l'obligation irrévocable d'apporter les actions à l'offre demeure incertaine.

Le Conseil n'a pas connaissance d'autres actionnaires détenant plus de 5 % des droits de vote de Centerpulse.

Dr. Max Link
Président du Conseil d'administration
Centerpulse AG

Zurich, le 8 juillet 2003

Centerpulse has filed separate statements on Schedule 14D-9 with the US Securities and Exchange commission with respect to the offers for Centerpulse shares by Smith & Nephew Group plc and by Zimmer Holdings, Inc. Centerpulse shareholders in the United States and holders of Centerpulse American Depositary Shares are urged to read these Statements and any further amendments thereto filed with the SEC by Centerpulse, because they contain important information about the offers. You may obtain free copies of these documents from the SEC's website at www.sec.gov